

PATRICK VIVERET

Les partis politiques, l'Etat et la démocratie

A droite comme à gauche opère depuis quelques années un « retour » d'une réflexion sur la démocratie. La forme démocratique représentative qui s'est développée ou reconstruite après la seconde guerre mondiale dans la plupart des pays capitalistes développés est en effet doublement mise en cause : à l'extérieur par la montée de cette forme moderne de dictature qu'est le phénomène totalitaire ; à l'intérieur par la crise de légitimité des gouvernements exprimée de façon significative par la formule : « On ne gouverne pas un pays avec 51 % des voix. »

A certains égards cette double « fragilisation » des démocraties occidentales n'est pas sans rapport avec la crise qui précéda et prépara le terrain à la seconde guerre mondiale. Il nous faut cependant noter une différence de taille : l'espace prioritaire de l'affrontement entre système démocratique et système totalitaire n'a pas été cette fois l'Europe mais le Tiers Monde et cet affrontement s'est déjà soldé par un déficit massif pour les régimes démocratiques.

Qu'il s'agisse de l'Amérique latine, de l'Asie ou de l'Afrique, les dictatures militaires, celles d'un parti unique, ou plus généralement les formes de pouvoir les associant toutes deux, y sont devenues très largement majoritaires. Il existe une raison simple à cette défaite dramatique de la démocratie : non seulement les pays occidentaux n'ont pas considéré qu'il s'agissait là d'un enjeu mais ils ont très largement par leur impérialisme, principal ou secondaire, favorisé la naissance de ces phénomènes : les Etats-Unis en particulier ont joué clairement la carte des régimes militaires en Amérique latine et ont directement concouru au renversement de systèmes démocratiques comme ceux du Brésil ou du Chili pensant ainsi se prémunir

contre l'apparition de pouvoirs de gauche anticapitalistes et non alignés.

Par ailleurs — et c'est là une différence importante par rapport à la seconde guerre mondiale — l'URSS n'est plus perçue par les forces de changement en Occident et singulièrement par les classes ouvrières comme force de libération mais comme système d'oppression. Force est de constater également que les grandes luttes anticolonialistes ou anti-impérialistes de ces vingt dernières années en Afrique et en Asie, faute d'avoir été des luttes pour la « liberté » en même temps que pour la « libération » de peuples, ont débouché sur des systèmes politiques non démocratiques voire carrément fascistes comme le démontre le fait cambodgien.

Cette fragilisation mondiale se double, avons-nous dit, d'une crise de légitimité des formes du pouvoir dans les systèmes démocratiques occidentaux. Cette crise n'est pas d'abord institutionnelle : elle frappe aussi bien des systèmes parlementaires que présidentiels, les pays à structure bipartite que multipartite. Cette crise est politique et touche deux secteurs névralgiques dans une démocratie : le gouvernement et les partis politiques.

Des gouvernements faibles et des Etats forts

On considère souvent que la fragilité des gouvernements dans les démocraties capitalistes occidentales tient à leur faible marge de manœuvre électorale. La montée des « idéologies du consensus », dont la figure politique la plus célèbre est celle du compromis historique italien, illustre cette idée suivant laquelle on ne gouverne pas une société avec 51 % des voix. Pourtant l'exemple italien devrait précisément nous alerter sur la faiblesse de telles hypothèses. Faute d'alternative institutionnelle crédible les contestations s'expriment en effet par la marginalisation et la violence contribuant ainsi beaucoup plus dangereusement à fragiliser les démocraties de l'intérieur. En réalité la faiblesse des gouvernements a des racines beaucoup plus politiques et culturelles qu'électorales : ce qui est en crise c'est la capacité à former des *majorités politiques* c'est-à-dire des ensembles capables de transcender dans une société des oppositions d'intérêt immédiats afin de dégager des *projets politiques* mobilisateurs pour l'ensemble, ou du moins la grande majorité, du corps social.

Ce que Gramsci et Sorel ont, sous des formes différentes, mis en évidence, la nécessité de « mythes » mobilisateurs, ne vaut pas seulement pour le mouvement ouvrier. Une société sans dessein est une société qui se décompose de l'intérieur. Bref il n'y a d'unité possible que lorsque existent, selon les termes de Gramsci, « les conditions qui

permettent que naisse et se développe une volonté collective nationale-populaire » (1). Or le paradoxe du capitalisme c'est précisément qu'il détruit lui-même les formes idéologiques sur lesquelles il a bâti sa légitimité : famille, propriété, liberté d'entreprendre, nation, etc.

Le colonialisme et l'impérialisme pour ne prendre qu'un seul exemple pouvaient être légitimés et servir à unifier des sociétés occidentales au début du siècle par l'idée de « civilisation ». Dès lors que le capitalisme détruit lui-même les « valeurs » sur lesquelles reposait une certaine culture occidentale il n'existe plus de ciment unificateur capable de transcender, et donc de s'opposer aux conflits d'intérêt par ailleurs exacerbés par l'extension du règne de la marchandise. Du même coup ce qui fonde la possibilité de « gouverner » une société, c'est-à-dire de l'orienter dans une direction de préférence à une autre et par conséquent de disposer d'une *majorité politique* dépassant les antagonismes sociaux, n'a plus d'existence. Le gouvernement se dégrade en gestion et doit par conséquent naviguer à vue entre des intérêts contradictoires. Le suffrage universel vient paradoxalement accentuer ce phénomène de dépolitisation en donnant au système des « groupes de pression » un statut politique et plus seulement économique. La forme politique inaugurée en France il y a vingt ans par la petite bourgeoisie réactionnaire (la menace électorale liée à la présentation de candidats aux élections par Pierre Poujade en 1956) est devenue aujourd'hui celle des mouvements sociaux issus de mai 1968 (mouvement des femmes, mouvement anti-nucléaire) pour faire entendre leur voix sur la scène politique. La crise des gouvernements est une crise de majorités politiques et non électorales. Qu'importe qu'ils aient été élus avec 51 % ou 60 % des voix de leurs concitoyens s'ils doivent ensuite *marchander* (au sens propre comme au sens figuré) leur existence de mois en mois.

La sanction de cette faiblesse du gouvernement et de la société politique s'exprime d'une part dans l'atomisation et la décomposition de la société civile, de l'autre dans le renforcement des Etats. Que se passe-t-il en effet lorsqu'il y a crise de l'ordre dans une société ? Trois solutions s'esquissent : la première c'est l'apparition à la suite d'une rupture brutale d'un nouvel ordre révolutionnaire. Cette solution ne s'applique pas aujourd'hui dans les pays occidentaux pour la simple raison que les forces sociales et les idéologies révolutionnaires sont elles-mêmes en crise. Restent deux autres solutions : ou bien on assiste à la décomposition d'une société « non gouvernée ». Cette décomposition peut parfaitement s'accompagner comme on

(1) *Notes sur Machiavel*, Gramsci dans le texte, Ed. Sociales, p. 425.

l'a vu ces dernières années en Italie d'un très fort mouvement d'innovation sociale sectoriel au cœur de la société civile. Mais aucune société ne peut vivre indéfiniment sans que soit résolu en son sein le problème du pouvoir. L'apparition d'un terrorisme, conséquence d'une société qui ne reconnaît plus ses lois, vient d'ailleurs brutalement rappeler la classe dirigeante à cette réalité lorsqu'elle n'en n'a pas elle-même pris conscience assez tôt. Dès lors, dans le vide du Gouvernement, ce qui s'impose rapidement comme seul facteur d'ordre, c'est l'Etat au sens le plus restreint du terme, c'est-à-dire comme appareil répressif et administratif. Les exemples allemands et italiens ne sont à cet égard qu'une première esquisse d'une crise qui risque de toucher prochainement l'ensemble de l'Europe occidentale.

Crise des partis politiques

Les partis politiques modernes, tels que nous les connaissons, sont nés avec le suffrage universel. A travers eux la base sociale du pouvoir politique s'est d'abord élargie aux classes moyennes. En France, comme le note Pierre Birnbaum (2), « le suffrage universel (instauré en 1945) donne naissance à un nouveau personnel politique issu des classes moyennes, lequel va se montrer apte à conduire les nouvelles machines politiques que sont les grands partis qui apparaissent sous la III^e République. S'agissant de l'Angleterre, un auteur malheureusement trop peu connu, Ostrogarski (3), a admirablement montré le retournement opéré par l'organisation partidulaire : « L'organe créé pour donner une expression régulière et libre à l'opinion, pour faire entendre aux gouvernants la voix du pays, se montrait impuissant à accomplir sa fonction dans les circonstances les plus critiques. Il n'était bon qu'à monter la garde autour d'un parti au pouvoir. » C'est l'apparition des organisations ouvrières et socialistes qui va d'une certaine manière assurer un second souffle à la forme du parti politique qui commençait très fortement à entrer en crise à la fin du XIX^e siècle. L'apparition d'une nouvelle classe sociale dans le jeu politique conteste les finalités politiques des systèmes de démocratie bourgeoise mais contribue grandement à en légitimer les formes. Il faudra attendre la Révolution russe, sa théorisation léniniste et le lancement de la III^e Internationale pour que se dégage nettement une autre conception du parti politique : un organe de la classe ouvrière destiné à détruire l'Etat bourgeois organisé, non à partir des bases territoriales des circonscriptions, mais prioritairement

(2) Pierre BIRNBAUM, *Les sommets de l'Etat*, Seuil.

(3) OSTROGARSKI, *La démocratie et les partis politiques*, Paris, Calmann-Lévy, 1912, prochainement réédité au Seuil.

sur les lieux de production. Le Parti dès lors va prendre une tout autre signification. Il devient instrument de lutte, moyen de conquérir une hégémonie et matrice d'une société et d'une civilisation nouvelles. Fantastique ambition dont Gramsci a montré la portée dans ses *Notes sur Machiavel* mais qui, par son ambition même, porte en germe les risques d'une évolution totalitaire. « Le prince moderne, écrit Gramsci, le « mythe-prince » ne peut être une personne réelle, un individu concret. Il ne peut être qu'un organisme, un élément complexe d'une société, dans lequel a déjà pu commencer à se concrétiser une volonté collective reconnue dans l'action où elle s'est affirmée partialement. Cet organisme est déjà fourni par le développement historique, et c'est le parti politique : la première cellule où se résument des germes de volonté collective qui tendent vers l'universalité et la totalité » (4).

Or c'est précisément cette prétention à la totalité et à l'universalité que les partis politiques sont aujourd'hui en train de payer. La crise des partis marxistes d'idéologie révolutionnaire est même probablement destinée à être plus profonde que celle des partis du type « républicain-radical » qui se contentent, eux, de tirer le maximum de profit de l'encadrement des électeurs. La désillusion est en effet à la mesure de l'ambition et le bouleversement débouche ici sur une remise en cause de cette catégorie propre à la conception du Parti comme « organe de combat » : le militant. Le militant en effet, ce « soldat » pour parler encore comme Gramsci, qui offre comme participation sa « discipline » et sa « fidélité » (5) est tout autre chose qu'un sergent recruteur électoral. Il vit, même modestement, dans une histoire pleine de sens, il contribue à faire naître une civilisation supérieure. Le sacrifice de son temps, de son métier, de sa vie privée, voire de sa vie tout court est pleinement compensé par cette participation active à l'histoire en train de se faire. Mais c'est dire du même coup que « le mythe » (le Parti, la Révolution, le prolétariat) devient une nécessité fondamentale. Or ces mythes qui ne concernent d'ailleurs pas exclusivement les partis communistes sont doublement mis en cause par l'évolution totalitaire des grandes révolutions du xx^e siècle et par la crise d'identité du « prolétariat » et la montée de nouveaux mouvements sociaux qui relativisent le rôle de la classe ouvrière dans le changement social. C'est ainsi qu'est née depuis dix ans dans la gauche et l'extrême gauche européenne une nouvelle forme de crise des partis politiques, celle du *militantisme*. Et il est intéressant de noter que chaque fois c'est un mouvement social

(4) GRAMSCI, *Notes sur Machiavel*, op. cit.

(5) *Ibid.*

(le plus souvent le mouvement des femmes) qui a fini par provoquer la crise de l'organisation. En France on a vu ainsi « Révolution », la « Ligue communiste révolutionnaire », et enfin tout récemment le PC et le PS aux prises avec cette nouvelle forme de contestation. La crise du militantisme c'est alors d'une certaine façon l'irruption des contradictions et des mouvements de la société civile au cœur d'organisations qui avaient réussi à se « corseter » contre l'environnement extérieur. Comme le notent Denise Avenas et Alain Brossat dans un numéro spécial de la *Revue de la Ligue communiste* précisément consacré à la « Crise du militantisme », les militants d'extrême gauche se sont « cuirassés, avec l'alibi d'une inexorable nécessité politique, contre l'irruption de la crise des rapports sociaux issue de mai 1968... C'est ainsi que nous avons été complètement désarmés par l'irruption du mouvement des femmes, qui venait nous jeter à la gueule nos relents de moralisme bourgeois, qui faisait exploser la contradiction, la coupure entre le « privé » et le « public » dont elles étaient les premières victimes » (6).

Fragilité des gouvernements, montée des Etats forts, crise du rôle et du fonctionnement des partis politiques, ces caractéristiques s'appliquent à l'ensemble des démocraties capitalistes occidentales. Mais elles prennent des formes différentes suivant les degrés de développement de l'Etat, de la société civile et de la société politique. A cet égard la situation française est marquée par un hyperdéveloppement de l'Etat et une atrophie de la société civile. L'emploi des termes d'Etat, de société civile et de société politique exige une précision terminologique car ils recouvrent, selon les auteurs, des champs différents : ce qui entraîne souvent des malentendus. C'est ainsi que jusqu'à Rousseau la philosophie politique emploie indifféremment les trois formes. Chez Hegel, qui introduit la grande distinction entre l'Etat et la société civile, cette dernière est définie comme la sphère des besoins. Distinction que reprendra Marx en plaçant la société civile au niveau de l'infrastructure. Par contre, Gramsci la placera au niveau de la superstructure en en faisant le lieu privilégié de la production idéologique et de l'hégémonie, la société politique étant celui de la coercition, et l'Etat, unité dialectique de ces deux termes, étant défini par la formule célèbre : « hégémonie cuirassée de coercition ». On verra que dans la suite de cet article consacré à la situation française le terme d'Etat est utilisé au sens le plus courant comme l'appareil politico-administratif tel qu'il s'est considérablement développé en France, s'autonomisant

(6) Militantisme et vie quotidienne, in *Critique communiste*, n^{os} 11-12.

ainsi non seulement par rapport à la société civile (au sens marxiste classique) mais aussi par rapport à ce que j'appellerai la *société politique*, c'est-à-dire l'ensemble des institutions, lieux et procédures destinés à animer le débat politique au sein d'une société (Parlement, municipalités, institutions traditionnelles, etc.), mais aussi nouvelles (comités de quartier, nouvelles formes de pouvoir et de démocratie, organisation du débat sur la planification, etc.). Cette situation a marqué durablement le développement des partis politiques en France et leur coupure fréquente avec la société civile et les mouvements sociaux qui la traversaient.

Dès lors la difficulté majeure à laquelle on se trouve confronté dans la redéfinition des rapports de la société civile et de l'Etat, est que l'on fait toujours l'impasse sur la société politique, c'est-à-dire sur le lieu d'expression et de discussion des choix collectifs. Soit que l'on considère implicitement que la société politique s'identifie à l'Etat, soit que l'on estime que la société politique doit se dissoudre dans la société civile. Dans les deux cas elle n'a pas de véritable existence. C'est particulièrement clair chez Marx. Identifiant la société politique et l'Etat il assimilera naturellement le dépérissement de l'Etat à la disparition de la société politique, c'est-à-dire à la transparence sociale. Logique que poursuivra Lénine en parlant du dépérissement de l'Etat comme mouvement d'extinction de la démocratie. A l'inverse, la dissolution de la société politique dans la société civile exprime un projet corporatiste au sens strict du terme.

Tant qu'il n'y aura pas de société politique suffisamment instituée, l'Etat continuera d'apparaître comme le seul lieu de cohérence de la société. Les débats dans la gauche française sur les procédures de la planification démocratique illustrent bien cette difficulté. Si elle est élaborée par les seuls agents économiques et sociaux, elle n'a pas de véritable sens politique, elle n'est qu'un compromis entre des corporatismes et des égoïsmes concurrents. Mais si elle est prise en charge par l'Etat, elle n'est plus démocratique.

Or la planification devrait être conçue comme le cœur, ou du moins l'un des ressorts essentiels, de la société politique : le plan est par excellence un acte politique.

Partis politiques et société politique

L'opposition Etat/société civile se traduit au niveau des acteurs sociaux dans l'écart qui sépare les partis, structurés vis-à-vis de l'Etat, des mouvements sociaux, structurés vis-à-vis de la société civile. En ce sens ce n'est que si le pouvoir central voit ses prérogatives diminuées que les partis pourraient réévaluer leurs fonctions

et devenir des animateurs d'une société politique, alors qu'ils sont aujourd'hui ballottés entre la préoccupation d'encadrer les organisations de la société civile et la préparation à la conquête et à la gestion de l'Etat. Tout militant vit quotidiennement cette double préoccupation dans sa pratique : être le propagandiste du parti en tant qu'instrument de la conquête du pouvoir central d'un côté et être le levain dans la pâte des organisations de masses (comités de locataires, unions de consommateurs, etc.) pour les « influences » d'un autre côté. D'où la prétention naturelle du parti d'être à lui seul le lieu d'articulation entre le « mouvement d'en haut et le mouvement d'en bas ». Dans une société pluraliste, une telle conception ne peut mener qu'à une impasse. Elle n'a logiquement de sens que dans le cadre d'une société à parti unique, le parti étant à la fois l'expression de la société et le détenteur de l'Etat. En réalité le parti politique ne peut être un agent autonome d'animation de la société politique entre la société civile et l'Etat que s'il ne s'identifie ni à la première ni au second. C'est en ce sens que la constitution d'une véritable société politique suppose une triple dissociation :

- dissolution de la société politique et du gouvernement : les questions de gouvernement ne couvrent pas l'ensemble du champ politique. Confondre ces deux champs c'est soit réduire la sphère politique dans la société, soit aller vers un gouvernement totalitaire, même si le mode de Constitution est démocratique ;
- dissociation de l'Etat et du gouvernement : selon la formule consacrée il faut administrer moins pour gouverner plus ;
- dissociation de la société politique et l'Etat : les confondre, c'est faire disparaître la société politique comme lieu d'exercice du débat et des choix politiques.

Cette triple dissociation permet de mieux saisir le rôle spécifique de la société politique comme lieu d'exercice de la démocratie. Elle incite à reposer également la question de la fonction des partis politiques en en faisant essentiellement les agents d'articulation entre la société civile et la société politique d'une part, entre la société et le gouvernement d'autre part, lorsqu'ils y participent.

Tels sont quelques-uns des éléments de la réflexion que doivent mener les forces de gauche pour donner une réponse politique à la crise des formes démocratiques, qui touche aussi la France.

A condition de prendre réellement en charge ce problème de la démocratie qui est au cœur des thèmes autogestionnaires, le socialisme peut être pour la France une réponse infiniment plus cohérente et satisfaisante que celle du libéralisme.